

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION ADDICTIONS FRANCE

(dont la dénomination sociale est ANPAA)

Association loi 1901

20 rue Saint Fiacre

75000 PARIS



LA COMPTABILITÉ  EFFET GROUPE

Siège social : 9 rue Jacquard – Tour Maty - 25000 BESANCON - Tél. : +33 (0)3 81 84 49 13
Commissaires aux Comptes inscrits sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachés à la CRCC de Besançon-Dijon
SARL au capital de 50 320 € - RCS Besançon 443 160 817 - www.cofides.fr

La Comptabilité
EXPERTISE COMPTABLE & CREATIVITE
Baume-les-Dames

Cofides L'audit
AUDIT LEGAL & STRATEGIE
Belfort

Prévio Patrimoine
VOTRE REUSSITE, AUJOURD'HUI & DEMAIN
Besançon

Audit Contrôle Légal
TOUTE LA COMPTABILITE A DIJON
Dijon

Audit Contrôle Légal
TOUTE LA COMPTABILITE A DIJON
Morteau

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION ADDICTIONS FRANCE (dont la dénomination sociale est ANPAA) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note 3.5.1 de l'annexe décrit les méthodes retenues par l'association pour l'établissement des comptes résultant de l'ensemble des données financières et comptables du siège, des directions régionales et des établissements de l'association.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Besançon, le 14 juin 2024

Pour COFIDES-L'AUDIT
Anne-Céline CARTIER
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF



ANPAA - Association Addictions France

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

| ACTIF | Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 | | | 01/01/2022 au 31/12/2022 |
|---|--------------------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------------|
| | Brut | Amort. & Dépréc. | Net | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | 29 107,53 | 29 107,54 | -0,01 | -0,01 |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 926 688,36 | 910 111,34 | 16 577,02 | 49 843,95 |
| Autres | 323,00 | | 323,00 | 323,00 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | 100,00 | | 100,00 | 100,00 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 1 543 354,22 | | 1 543 354,22 | 1 551 547,22 |
| Constructions | 18 013 092,29 | 7 606 790,68 | 10 406 301,61 | 10 885 031,40 |
| Installations techn., matériel et outil. ind. | 1 370 307,62 | 963 194,86 | 407 112,76 | 304 169,64 |
| Immobilisations corporelles en cours | 3 888 525,64 | | 3 888 525,64 | 1 799 066,11 |
| Avances et acomptes | 7 233,60 | | 7 233,60 | 119 580,00 |
| Autres | 15 087 499,20 | 11 709 988,91 | 3 377 510,29 | 2 929 437,60 |
| Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés | 16 620,00 | 1 000,00 | 15 620,00 | 235 620,00 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | 33 131,87 | | 33 131,87 | 33 131,87 |
| Prêts | 9 764,17 | | 9 764,17 | 8 097,53 |
| Autres | 734 885,63 | | 734 885,63 | 685 139,24 |
| TOTAL (I) | 41 660 633,13 | 21 220 193,33 | 20 440 439,80 | 18 601 087,55 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes ratt. | 2 610 744,03 | 93 528,46 | 2 517 215,57 | 2 528 888,05 |
| Créances reçues par legs ou donations | | 20 961,51 | -20 961,51 | -20 751,53 |
| Autres | 13 786 866,93 | | 13 786 866,93 | 7 920 352,46 |
| Valeurs mobilières de placement | 63 115 255,96 | 8 616,16 | 63 106 639,80 | 50 969 363,77 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 13 769 107,77 | | 13 769 107,77 | 30 644 144,65 |
| Charges constatées d'avance | 608 871,48 | | 608 871,48 | 789 391,03 |
| TOTAL (II) | 93 890 846,17 | 123 106,13 | 93 767 740,04 | 92 831 388,43 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 135 551 479,30 | 21 343 299,46 | 114 208 179,84 | 111 432 475,98 |

BILAN PASSIF



ANPAA - Association Addictions France

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

| PASSIF | Du 01/01/2023 au 31/12/2023 | Du 01/01/2022 au 31/12/2022 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Première situation nette établie | 296 475,36 | 296 475,36 |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 32 542,85 | 32 542,85 |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 22 202,83 | 22 202,83 |
| Réserves pour projet de l'entité | 21 014 648,03 | 18 863 870,16 |
| <i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | 20 574 280,34 | 18 423 502,47 |
| <i>Excédents et réserves affectés à l'investissement</i> | 11 340 979,72 | 9 836 269,39 |
| <i>Excédents affectés à la couverture du BFR (réserve de trésorerie)</i> | 1 243 263,15 | 1 230 281,44 |
| <i>Réserves de compensation des déficits et charges d'amortissement</i> | 7 990 037,47 | 7 356 951,64 |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 13 381 351,43 | 12 436 325,82 |
| <i>Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée</i> | 10 136 617,26 | 9 656 743,05 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 5 312 939,59 | 3 219 773,15 |
| <i>Dont résultat de l'exercice des activités SMS sous gestion contrôlée</i> | 4 992 684,93 | 3 598 151,91 |
| <i>Situation nette (sous total)</i> | 40 060 160,09 | 34 871 190,17 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 5 367 519,11 | 5 805 508,33 |
| Provisions réglementées | 12 185 268,64 | 11 609 744,34 |
| TOTAL (I) | 57 612 947,84 | 52 286 442,84 |
| FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | 235 723,76 | 446 403,36 |
| Fonds dédiés | 27 777 368,20 | 29 819 764,47 |
| TOTAL (II) | 28 013 091,96 | 30 266 167,83 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 1 328 809,72 | 1 154 236,27 |
| Provisions pour charges | 3 078 370,17 | 2 675 765,87 |
| TOTAL (III) | 4 407 179,89 | 3 830 002,14 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 3 169 915,51 | 1 828 080,41 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 2 208,38 | 1 160,05 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 5 126 406,07 | 4 484 519,33 |
| Dettes des legs ou donations | 750,00 | 750,00 |
| Dettes fiscales et sociales | 13 208 381,31 | 15 765 061,18 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 2 804,23 | 296 505,42 |
| Autres dettes | 2 109 372,15 | 1 880 739,97 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 555 122,50 | 793 046,81 |
| TOTAL (IV) | 24 174 960,15 | 25 049 863,17 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 114 208 179,84 | 111 432 475,98 |

COMPTE DE RESULTAT



ANPAA - Association Addictions France

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | Du 01/01/23 au 31/12/23 | Du 01/01/22 au 31/12/22 |
|---|----------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 594 756,34 | 574 397,28 |
| Ventes de dons en nature | 9 365,18 | 18 700,00 |
| Ventes de biens des activités sociales et médico-sociales | | |
| Prestations de services | 3 760 360,66 | 3 122 660,47 |
| Parrainages | | |
| Prestations de services des activités sociales et médico-sociales | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 20 023 409,33 | 19 250 338,56 |
| Contributions financ. des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales | 99 161 949,13 | 89 459 405,79 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | 713 531,10 | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 647 745,64 | 1 226 254,01 |
| Utilisations des fonds dédiés | 11 139 907,71 | 11 770 699,18 |
| Autres produits | 71 112,91 | 370 519,28 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 136 122 138,00 | 125 792 974,57 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 3 415,45 | 2 688,74 |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | 27 627 530,07 | 23 594 128,48 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 6 781 731,26 | 6 048 552,40 |
| Salaires et traitements | 59 343 363,05 | 56 200 696,70 |
| Charges sociales | 25 078 042,89 | 23 573 390,46 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 1 793 665,45 | 1 684 582,60 |
| Dotations aux provisions | 1 103 719,43 | 766 255,63 |
| Reports en fonds dédiés | 9 017 912,76 | 11 740 230,87 |
| Autres charges | 162 554,19 | 99 631,72 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 130 911 934,55 | 123 710 157,60 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 5 210 203,45 | 2 082 816,97 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 24,33 | 68,48 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 810,11 | 1 822,57 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 138 231,67 | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 1 036 312,00 | 249 310,59 |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III) | 1 175 378,11 | 251 201,64 |

COMPTE DE RESULTAT

ANPAA - Association Addictions France

Du 01/01/2023 au 31/12/2023



| | Du 01/01/23 au 31/12/23 | Du 01/01/22 au 31/12/22 |
|--|----------------------------|----------------------------|
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | 146 847,83 |
| Intérêts et charges assimilées | 75 963,91 | 46 599,44 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 136 145,05 | 7,64 |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV) | 212 108,96 | 193 454,91 |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 963 269,15 | 57 746,73 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 259 613,70 | 525 489,47 |
| Sur opérations en capital | 503 328,73 | 503 714,05 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 97 627,02 | 611 564,52 |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 860 569,45 | 1 640 768,04 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 753 894,23 | 369 386,42 |
| Sur opérations en capital | 350 678,32 | 192 172,17 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 616 529,91 | |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 1 721 102,46 | 561 558,59 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | -860 533,01 | 1 079 209,45 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 138 158 085,56 | 127 684 944,25 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 132 845 145,97 | 124 465 171,10 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | 5 312 939,59 | 3 219 773,15 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT DES ACTIVITÉS SOCIALES ET MÉDICO-SOCIALES SOUS GESTION CONTRÔLÉE | 4 992 684,93 | 3 598 151,91 |



Annexe des comptes annuels consolidés au 31 décembre 2023

1. Préambule

2. Présentation de l'association et de ses activités

- 2.1 Présentation de l'association
- 2.2 Faits significatifs de l'exercice 2023
- 2.3 Evénements postérieurs à la clôture

3. Règles et méthodes comptables

- 3.1 Principes comptables
- 3.2 Dérogations aux principes comptables
- 3.3 Evénements postérieurs à la clôture
- 3.4 Changements de méthode comptable
- 3.5 Principales méthodes utilisées

4. Informations relatives au bilan

- 4.1 Tableau des immobilisations
- 4.2 Tableau des amortissements
- 4.3 Tableau des dépréciations
- 4.4 Etat des créances
- 4.5 Détail des produits à recevoir
- 4.6 Détail des charges constatées d'avance
- 4.7 Variation des fonds propres
- 4.8 Report à nouveau
- 4.9 Détermination du résultat global
- 4.10 Fonds dédiés
- 4.11 Fonds reportés sur legs
- 4.12 Tableau des provisions pour risques et charges
- 4.13 Etat des dettes
- 4.14 Détail des charges à payer
- 4.15 Détail des produits constatés d'avance

5. Informations relatives au Compte de Résultat

- 5.1 Détail des produits d'exploitation
- 5.2 Détail des financements publics
- 5.3 Détail du résultat exceptionnel
- 5.4 Détail de la rubrique « Legs, donations et assurances-vie »

6. Autres informations

- 6.1 Contributions volontaires en nature
- 6.2 Engagements hors bilan
- 6.3 Effectif
- 6.4 Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles



1. Préambule

Les notes composant la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels consolidés de l'Association Addictions France dénommée ANPAA pour l'exercice 2023 couvrant la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 et qui se résument de la manière suivante :

| | |
|----------------|----------------|
| Total du Bilan | 114 208 179,84 |
| Total Produits | 138 158 085,56 |
| Total Charges | 132 845 145,97 |
| RESULTAT | 5 312 939,59 |

Les comptes de l'Association sont établis en EUROS et les informations chiffrées contenues dans la présente annexe sont également exprimées dans cette devise.

Depuis le 01/01/2005, Associations Addictions France dénommée ANPAA applique le plan comptable conforme au modèle prévu par les décrets et arrêtés concernant les établissements médico-sociaux. Parallèlement, une comptabilité analytique a été mise en place pour permettre :

- d'une part de ventiler les produits et les charges selon la nomenclature par « Groupes fonctionnels » utilisée par les tiers financeurs ;
- d'autre part de déterminer les résultats de chacune des activités développées à l'intérieur de trois pôles analytiques « Siège & DR », « Prévention » et « Médico-social ».



2. Présentation de l'association et de ses activités

2.1 Présentation de l'association

Fondée en 1872 par Claude Bernard et Louis Pasteur, Association Addictions France est une Association loi 1901 reconnue d'utilité publique et agréée d'éducation populaire.

L'association intervient sur la prévention, la réduction des risques et les soins des personnes toutes les conduites addictives : alcool, tabac, cannabis, médicaments psychotropes, drogues illicites, pratiques de jeu excessives et autres addictions sans substance. Ses activités incluent :

- Sensibiliser et agir en promotion de la santé, à travers des actions de prévention adaptées à chaque public selon son âge, ses lieux de vie et leur vulnérabilité.
- Former et conseiller en milieu professionnel, en proposant des formations à destination des professionnels de première ligne (professionnels de santé, travailleurs sociaux...) agissant auprès de personnes concernées directement ou indirectement par les addictions et aux professionnels relais dans le monde du travail.
- Accompagner les personnes en difficulté et leur entourage, à travers différents centres gérés par l'Association : CSAPA, CAARUD, offre de soin résidentiel, CJC
- Militer pour une politique de santé cohérente sur les addictions, et veiller au respect effectif de la loi Evin encadrant la publicité pour l'alcool.

2.2 Faits significatifs de l'exercice 2023

Projets immobiliers

Vente Cherbourg-en-Cotentin (50) : Pour rappel, l'Assemblée Générale du 22 juin 2013 avait autorisé la vente de la propriété sis 11, rue du Dr Schweiter à La Glacière (Manche) à un prix qui ne saurait être inférieur à celui de l'évaluation du service de France Domaine et l'affectation du prix de vente au financement de l'acquisition de nouveaux locaux.

L'Assemblée Générale du 25 juin 2022 avait autorisé la vente à un prix qui ne saurait être inférieur à celui de l'évaluation du service. Aucune évolution notable sur 2023

Bail LAM Amiens (80) : Pour rappel, l'Assemblée Générale du 26 septembre 2020 avait autorisé, sous conditions précisées ci-après, la signature d'un bail notarié pour une durée de 17 ans avec le centre hospitalier Philippe PINEL d'Amiens afin de louer le bâtiment dénommé l'Essor sis Route de Paris à Amiens (80) dont ce centre hospitalier est propriétaire pour y héberger les Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) que Addictions France gèrera sur Amiens.

Les travaux sont en cours de réalisation sur 2023, une ouverture partielle de l'établissement est devenue effective fin 2023 avec 21 places.

Achat Nevers (58) : Pour rappel, l'Assemblée Générale du 26 juin 2021 avait autorisé l'acquisition de locaux situés au 7 Bis Avenue Colbert à Nevers, pour réaliser ses activités



sur le département de la Nièvre. Les travaux ont été initiés sur 2022 et se sont poursuivis jusqu'en fin d'année 2023.

Pour rappel également, l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2023 avait également autorisé l'achat de trois places de parking à cette même adresse.

Vente Rodez (12) : Pour rappel, l'Assemblée Générale extraordinaire du 21 novembre 2015 avait autorisé la vente des locaux sis 8, avenue de Paris, à un prix qui ne saurait être inférieur à celui de l'évaluation du service de France Domaine. L'opération s'est concrétisée en tout début d'année.

Vente Mont-de-Marsan (40) : l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2023 autorise la vente des locaux sis au 109 rue de Fontainebleau, à un prix qui ne saurait être inférieur à celui de l'évaluation du service de France Domaine ou d'un expert immobilier indépendant.

Vente Biens issu de legs : Pour rappel, l'Assemblée Générale du 25 juin 2022 avait autorisé la vente de biens immobiliers affectés à titre d'habitation issus du Legs Laborie, à Toulouse (31), Decazeville (12) et Livinhac-le-Haut (12). Ces opérations de cessions se sont concrétisées courant 2023.

Evolutions sur Groupe 2

L'exercice 2023 constitue le premier avec effet en année pleine des dispositifs de revalorisation salariale dits Laforcade suivants :

Personnel socio-éducatif : 238 € brut / mois / ETP pour une douzaine de métiers socio-éducatifs avec effet au 1^{er} avril 2022 ; les conditions d'éligibilité exigent une quote-part du temps de travail consacré en établissement médico-social au moins égale à 50% ; par souci d'égalité, une prime équivalente a été versée par l'Association en fin d'année à destination de tous les salariés non-éligibles aux dispositifs Laforcade

Personnel Médical : 517 € brut / mois / ETP pour les médecins avec effet au 1^{er} avril 2022

Les travaux d'analyse des documents attributifs des ARS sur 2022 et 2023 montrent qu'il existe un risque de sous-financement des dispositifs Laforcade, particulièrement sur celui des médecins.

L'année 2023 constitue également la première année entière avec valeur du point portée à 3,93 €, revalorisation ayant pris effet au 1^{er} juillet 2022.

Versement Mobilités

En tant qu'association reconnue d'utilité publique dont l'activité est à caractère social, Addictions France est en principe exonérée de versement mobilité – contribution patronale versée par les structures employant au moins 11 salariés, pour financer les transports en commun.

Cette exonération a été remise en cause par plusieurs URSSAF territoriales, ce qui s'est traduit par le règlement de 599 k€ au titre des années 2022 et 2023.



Des démarches ont été entreprises auprès des différentes Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) dans le périmètre desquelles notre association emploie au moins 11 salariés, en vue d'officialiser cette exonération.

Externalisation des provisions pour indemnités de départ à la retraite (Provisions IDR)

Pour rappel, le Conseil d'administration, pour donner suite aux décisions prises en décembre 2015 puis en décembre 2018, a pris position d'externaliser totalement les provisions pour indemnités de départ à la retraite. Le contrat d'assurance souscrit auprès d'AXA avait été doté à fin 2022 à hauteur de 8 433 k€.

À la suite de départs en retraite observés en toute fin d'exercice, une demande de remboursement de 389 k€ avait été formulée, le remboursement est devenu effectif en février 2023. Le remboursement a été demandé au titre des indemnités de départs en retraite versées à 24 salariés, pour un total perçu du fonds Axa de 565 k€, dont le versement est devenu effectif début 2024.

À la suite de cette opération, et pour s'assurer que le fonds Axa couvre l'intégralité de la provision IDR calculée à fin 2023, un abondement complémentaire de 806 k€ a été décidé fin 2023, et s'est concrétisé sur le 1er semestre 2024.

Cet abondement tient compte des intérêts produits par le fonds AXA depuis la souscription du fonds en décembre 2015.

Tensions géopolitiques

La situation de conflit entre la Fédération de Russie et la République d'Ukraine déclenchée en février 2022, de même que la résurgence des tensions au Proche-Orient depuis le 7 octobre 2023, ne présentent aucun impact significatif connu sur l'activité de l'Association.

Inflation et hausse des prix de l'énergie

L'année 2023 a vu le maintien de la pression inflationniste observée sur l'exercice 2022, dans des proportions moins prononcées, sur les coûts d'énergies, de matières premières, de transports notamment. L'ensemble du personnel a été sensibilisé à prendre part, individuellement et collectivement, aux actions qui servent à la maîtrise de l'évolution des frais généraux. Si elle a un impact sur l'évolution des achats et services extérieurs de l'Association, elle n'est pas de nature à remettre en cause la continuité d'exploitation.

2.3 Evénements postérieurs à la clôture

Inflation et hausse des prix de l'énergie

L'ensemble du personnel continue d'être sensibilisé à prendre part, individuellement et collectivement, aux actions qui servent à la maîtrise de l'évolution des frais généraux.



3. Règles et méthodes comptables

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des services.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement n°2014-03 de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis

3.2 Dérogations aux principes comptables

Pour des raisons historiques ou pour tenir compte des demandes présentées par certains organismes accordant leur financement, des dérogations aux principes comptables généralement admis sont appliquées par certains établissements et directions régionales, et consistent principalement :

- à comptabiliser directement dans les « capitaux permanents » des éléments du compte de résultat dont le fait générateur concerne les exercices antérieurs ;
- à enregistrer parmi les charges de l'exercice, dans des comptes de dotations, des montants affectés à la constitution d'une « Réserve de trésorerie ».

Ces mouvements sont clairement identifiés dans la présentation du compte de résultat consolidé et sont également isolés dans la note n°5 de l'annexe qui retrace l'évolution des capitaux permanents (fonds propres).

Ces principes comptables dérogatoires ne modifient toutefois pas le montant des « capitaux permanents » dans le bilan de l'Association Addictions France.



Dans le cadre de sa politique de placement financier, l'Association a choisi de ne pas constater de provisions pour dépréciations relatives aux moins-values latentes sur les produits financiers :

- dont le nominal attendu à l'échéance est certain
- et dont elle a l'assurance raisonnable qu'elle les conservera jusqu'à leur échéance.

Les produits financiers concernés par cette dérogation sont des obligations d'entreprises privées et des bons à moyen terme négociables (BMTN)

3.3 Evènements postérieurs à la clôture

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

3.4 Changements de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice 2023.

3.5 Principales méthodes utilisées

3.5.1 Agrégation des comptes annuels

Associations Addictions France dénommée ANPAA, régie par les dispositions de la loi de 1901 et reconnue d'utilité publique, comprend outre son Siège social à Paris, des directions régionales et des établissements qui tiennent une comptabilité conformément aux procédures arrêtées par le Siège national. Les comptes de l'Association résultent de la consolidation de l'ensemble des données financières et comptables du siège, des directions régionales et des établissements de l'Association.



Les principales étapes de la procédure de consolidation des comptes pour tous les établissements et directions régionales entrant dans le cadre juridique de l'Association sont :

- tenir leur comptabilité depuis le 01/01/2013 sur le logiciel COMPTA-FIRST accessible par Internet, sur la base d'un plan comptable et d'un plan analytique uniques.
- faire réviser obligatoirement leurs comptes annuels par un Cabinet d'Expertise comptable habilité à "attester" lesdits comptes, et dont la mission de contrôle doit notamment avoir pour objet :
 - de s'assurer de la régularité et de la sincérité des comptes tenus ;
 - de vérifier que les procédures internes sont correctement respectées, notamment pour ce qui concerne l'application du plan comptable, de procéder par sondages au contrôle des imputations comptables et de s'assurer que les principales dépenses de gestion sont régulièrement justifiées;
 - d'établir, sous leur responsabilité, un "Dossier de consolidation" dans lequel doivent être explicitées toutes les réserves éventuelles sur la sincérité ou la régularité des comptes à intégrer dans la consolidation.
- tous les mouvements "internes" réalisés au cours de l'exercice entre plusieurs directions régionales et/ou établissements entrant dans le périmètre de la consolidation doivent être enregistrés, par chacune d'eux, dans des comptes intitulés "Comptes de liaisons", afin de pouvoir ensuite être neutralisés en consolidation.
- les écritures d'élimination des mouvements de "liaisons" internes sont enregistrées dans un dossier comptable spécifique (Ajustement de consolidation) qui regroupe également les mouvements correctifs de certains comptes (stocks, comptes à régulariser débiteurs) et notamment les retraitements des amortissements concernant les constructions immobilisées. La neutralisation des comptes de liaison n'a toutefois pas pu être totalement réalisée et les différences peu significatives relevées lors de la consolidation ont été traitées selon la règle traditionnellement retenue, à savoir :
 - Ecart « liaisons bilan » rapporté au débit du compte « débiteurs divers »
 - Ecart « liaisons gestion » rapporté au crédit du compte « recettes diverses »

Les comptes consolidés établis au 31 décembre 2023 par l'Association regroupent les données des 105 dossiers comptables tenus par :

- le Siège national ;
- 19 directions régionales, dont 2 directions régionales de prévention créées en 2019 (Bretagne, Hauts-de-France), 1 créée en 2021 (Nouvelle-Aquitaine), 1 créée en 2022 (Normandie) et 1 créée en 2023 (Pays-de-la-Loire)
- 80 établissements gérant des ESMS ou des activités de Prévention, des Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA), des Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CAARUD), des Appartements de coordination thérapeutique (ACT), et depuis 2013 des Maisons des Adolescents (MDA) ;



- L'établissement 99-93 « Pool Legs » créé en 2021 pour isoler la gestion des fonds perçus au titre des legs et donations perçues par l'Association, plutôt que par un établissement précis ;
- l'établissement 99-95 « Pool Formation Interne » créé depuis décembre 2006 pour isoler la gestion des fonds cotisés sur les rémunérations versées par chacune des directions régionales et établissements ANPAA pour couvrir les obligations en matière de formation professionnelle continue des salariés de l'Association ;
- l'établissement 99-96 « Pool Solidarité » créé en 2004 avec pour objet de suivre l'utilisation des plus-values immobilières dégagées lors de cessions exceptionnelles de biens immobiliers ;
- l'établissement 99-97 « Pool Systèmes d'information » créé en 2016 en tant que « Pool GI2A » pour isoler les opérations réalisées en lien avec l'édition du logiciel-métier GI2A ; le périmètre de ce Pool a été étendu sur l'exercice 2017 à toutes les opérations réalisées en lien avec la gestion des principaux logiciels (GI2A, ComptaFirst, Nibelis, etc.)
- l'établissement 99-98 « Pool de trésorerie » constitué par l'ANPAA pour la gestion des avoirs détenus dans les comptes ouverts par les directions régionales et les établissements auprès de la banque Crédit Coopératif qui opère une consolidation des trésoreries.

Afin de préserver les résultats attestés de chacun des établissements et directions régionales entrant dans le périmètre de consolidation, certains ajustements sont constatés de façon globale en consolidation et apparaissent, de ce fait, isolés dans un dossier comptable particulier « OD de consolidation ». Ces régularisations trouvent leur origine dans les ajustements relatifs au traitement de l'amortissement des constructions immobilisées sur une durée homogène de 40 ans (cf. § 3.5.2), ainsi que dans certaines opérations non réciproques produisant un impact en résultat.

Dans les résultats consolidés au 31 décembre 2023, ces ajustements se résument comme suit :

| Poste (en euros) | Charges | Produits | NET | Rappel N-1 |
|--|----------|----------|----------------|----------------|
| Ajustement amortissements constructions | -101 512 | | 101 512 | 120 289 |
| Ajustement prise en charge opérations intragroupes | 12 920 | | -12 920 | 33 187 |



3.5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur prix de revient d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, sur la base des durées d'utilisation des biens définies comme suit :

- Frais d'établissement 1 à 3 ans
- Logiciels informatiques 1 à 3 ans
- Droit au bail 1 à 3 ans (1 an en consolidation)
- Terrains non amortis
- Constructions :
 - immeubles non décomposés 40 ans (a)
 - immeubles décomposés selon détail ci-dessous (b)
- Matériels & équipements techniques 4 à 5 ans
- AAI divers 6 à 10 ans
- Véhicules 4 à 5 ans (neuf) et 3 à 4 ans (occasion)
- Matériel de bureau 4 à 5 ans
- Matériel informatique 3 à 4 ans
- Mobilier de bureau 5 à 10 ans

Les biens d'une valeur unitaire inférieure à 500 € peuvent être comptabilisés directement en compte de charges (60 623 000 : Petits matériels & équipements)

Amortissement financier des immeubles : les immeubles financés par des emprunts auprès du pool de trésorerie interne ou auprès d'un établissement financier sont le plus souvent, en accord avec les tiers financeurs, amortis sur la durée de l'emprunt (ou sur une durée très proche) afin que l'amortissement annuel permette également de couvrir les remboursements en capital. La régularisation des amortissements est effectuée en consolidation depuis décembre 2006 afin que tous les immeubles détenus par l'association soient amortis sur une durée de 40 ans.

Pour les immeubles susceptibles d'être décomposés, les amortissements sont constatés sur les durées suivantes :

- Terrain : non amorti
 - mais à évaluer et à isoler dans le compte correspondant.
- Structure et ouvrages assimilés 40 ans, avec possibilité d'isoler le cas échéant :
 - Electricité 25 ans
 - Plomberie/sanitaire 25 ans
 - Ascenseurs 15 ans
- Menuiseries extérieures 25 ans
- Chauffage collectif 25 ans
- Chauffage individuel 15 ans
- Etanchéité 15 ans
- Ravalement avec amélioration 15 ans



3.5.3 Immobilisations financières

Les titres immobilisés, non cotés, sont évalués à leur prix de revient d'acquisition. Ils représentent essentiellement la contre-valeur des souscriptions de parts dans le capital du Crédit Coopératif, exigées par cette banque à l'occasion de l'octroi de financements.

Les créances immobilisées sont représentées par des dépôts de garantie ou des avances sur consommations, ainsi que par des prêts au personnel.

3.5.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Des provisions sont constituées pour faire face au risque de non recouvrement total ou partiel des créances douteuses ou aléatoires : ces provisions figurent :

- soit dans les provisions pour dépréciation, en actif soustractif au bilan ;
- soit au passif parmi les « provisions pour risques ».

Les éventuelles créances ou dettes libellées en devises étrangères doivent être valorisées au cours du jour de clôture de l'exercice.

3.5.5 Valeurs mobilières de placement

Tous les placements de l'association sont gérés par le « Pool de Trésorerie » et sont principalement constitués par des parts dans des Fonds communs de placement, des billets de trésorerie à échéance ou des contrats de capitalisation. Les parts de FCP se trouvent valorisées au bilan à leur cours à la date de clôture des comptes.

La gestion des résultats du pool est traitée chaque trimestre civil et le résultat net trimestriel est réparti entre les directions régionales et établissements au prorata de leurs nombres débiteurs / créditeurs du trimestre.

A l'exception des placements financiers évoqués au paragraphe 3.2, lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, il est donné lieu à la constatation d'une provision pour dépréciation.

3.5.6 Disponibilités : banques, chèques postaux, caisses

Tous les avoirs détenus par l'association dans des établissements financiers sont regroupés et une compensation est opérée pour chaque établissement financier entre les soldes débiteurs et les soldes créditeurs, les seconds étant isolés au passif du bilan.



3.5.7 Réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé

A l'occasion des cessions de biens immobiliers notamment, les plus-values dégagées sont constatées en résultat exceptionnel, conformément aux règles comptables. En parallèle, une dotation exceptionnelle réglementée est constatée dans ce compte de réserves à concurrence du montant de la plus-value, ce qui revient à neutraliser cette dernière dans le résultat exceptionnel de l'exercice.

Cette réserve est destinée à financer les nouveaux projets d'investissements immobiliers.

Les montants constatés depuis 2004 dans ce compte s'élèvent à la clôture de l'exercice à 7 963 162 €.



4. Informations relatives au bilan

4.1 Tableau des immobilisations

| Immobilisations | 2022 | Entrées | Sorties | Autres mvts | 2023 |
|----------------------------------|-------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------------|
| Frais d'établissement | 29 108 | | | | 29 108 |
| Logiciels informatiques | 927 083 | | -395 | | 926 688 |
| Autres immos incorporelles | 323 | | | | 323 |
| Immobilisations en cours | 0 | | | | 0 |
| Avances & acomptes | 100 | | | | 100 |
| Immos Incorporelles | 956 614 | 0 | -395 | 0 | 956 219 |
| Terrains | 1 551 547 | | -8 193 | | 1 543 354 |
| Constructions | 12 626 456 | 107 236 | -158 253 | | 12 575 439 |
| AAI sur constructions | 5 426 684 | 117 817 | -106 848 | | 5 437 653 |
| Matériel & Equipements | 1 150 165 | 224 372 | -4 229 | | 1 370 308 |
| AAI divers | 6 694 742 | 482 583 | -97 183 | 123 992 | 7 204 134 |
| Véhicules | 1 495 453 | 210 807 | -81 419 | | 1 624 841 |
| Matériel de bureau | 580 574 | 10 491 | -17 008 | | 574 058 |
| Matériel informatique | 2 915 526 | 405 752 | -68 309 | | 3 252 969 |
| Mobilier de bureau | 2 247 018 | 201 000 | -16 520 | | 2 431 498 |
| Immobilisations en cours | 1 799 066 | 2 116 462 | | -27 003 | 3 888 526 |
| Avances & acomptes | 119 580 | 7 234 | | -119 580 | 7 234 |
| Issu de legs destiné à être cédé | 246 620 | | -230 000 | | 16 620 |
| Immos Corporelles | 36 853 432 | 3 883 752 | -787 962 | -22 591 | 39 926 633 |
| Titres immobilisés | 33 132 | | | | 33 132 |
| Prêts | 8 098 | 1 667 | | | 9 764 |
| Dépôts & cautionnements | 691 733 | 43 031 | | | 734 764 |
| Autres immos financières | 122 | | | | 122 |
| Immos Financières | 733 084 | 44 697 | 0 | 0 | 777 782 |
| IMMOBILISATIONS BRUTES | 38 543 130 | 3 928 450 | -788 357 | -22 591 | 41 660 633 |



4.2 Tableau des amortissements

| Amortissements | 2022 | Dotations | Sorties | Autres mvts | 2023 |
|----------------------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------|-------------------|
| Frais d'établissement | 29 108 | | | | 29 108 |
| Logiciels informatiques | 877 239 | 33 267 | -395 | | 910 111 |
| Autres immos incorporelles | 0 | | | | 0 |
| Immobilisations en cours | 0 | | | | 0 |
| Avances & acomptes | 0 | | | | 0 |
| Immos Incorporelles | 906 347 | 33 267 | -395 | 0 | 939 219 |
| Terrains | 0 | | | | 0 |
| Constructions | 3 743 998 | 324 674 | -85 915 | | 3 982 756 |
| AAI sur constructions | 3 424 112 | 302 555 | -102 632 | | 3 624 034 |
| Matériel & Equipements | 845 995 | 121 429 | -4 229 | | 963 195 |
| AAI divers | 4 978 146 | 423 171 | -97 183 | -8 | 5 304 126 |
| Véhicules | 1 366 723 | 75 832 | -81 419 | | 1 361 135 |
| Matériel de bureau | 542 829 | 16 426 | -17 101 | | 542 155 |
| Matériel informatique | 2 264 142 | 370 429 | -67 153 | 1 | 2 567 418 |
| Mobilier de bureau | 1 852 036 | 99 640 | -16 520 | -1 | 1 935 154 |
| Immobilisations en cours | 0 | | | | 0 |
| Avances & acomptes | 0 | | | | 0 |
| Immos Corporelles | 19 017 981 | 1 734 155 | -472 153 | -9 | 20 279 974 |
| Titres immobilisés | 0 | | | | 0 |
| Prêts | 0 | | | | 0 |
| Dépôts & cautionnements | 0 | | | | 0 |
| Autres immos financières | 0 | | | | 0 |
| Immos Financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMORTISSEMENTS | 19 924 327 | 1 767 422 | -472 547 | -9 | 21 219 193 |



4.3 Tableau des dépréciations

| POSTE | 2022 | Dotations | Reprises | Autres Mvts | 2023 |
|---------------------------------|----------------|---------------|-----------------|-------------|----------------|
| Immobilisations incorporelles | 0 | | | | 0 |
| Immobilisations corporelles | 11 000 | 17 399 | -27 399 | | 1 000 |
| Immobilisations financières | 6 716 | | -6 716 | | 0 |
| Stocks et en-cours | 0 | | | | 0 |
| Créances usagers | 80 910 | 26 119 | -13 500 | | 93 528 |
| Valeur mobilières de placement | 146 848 | | -138 232 | | 8 616 |
| Autres actifs | 32 285 | 313 | -11 636 | | 20 962 |
| TOTAL PROVISIONS D'ACTIF | 277 759 | 43 830 | -197 482 | 0 | 124 106 |
| Impact résultat d'exploitation | | 43 830 | -48 515 | | |
| Impact résultat financier | | | -138 232 | | |
| Impact résultat exceptionnel | | | -10 736 | | |

4.4 Etat des créances

| POSTE | TOTAL | < 1 an | > 1 an |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Prêts | 9 764 | 1 901 | 7 864 |
| Dépôts et cautionnements | 734 764 | | 734 764 |
| Autres immos financières | 33 253 | | 33 253 |
| Créances - Actif immobilisé | 777 782 | 1 901 | 775 881 |
| Tiers & comptes rattachés | 2 610 744 | 2 610 744 | |
| Personnel & comptes rattachés | 164 132 | 164 132 | |
| Organismes sociaux | 345 311 | 345 311 | |
| Etat - Impôts et taxes | 11 081 | 11 081 | |
| Comptes courants GCSMS | 356 355 | 356 355 | |
| Subventions & Produits à recevoir | 12 099 903 | 12 099 903 | |
| Débiteurs divers | 810 084 | 810 084 | |
| Charges constatées d'avance | 608 871 | 608 871 | |
| Créances - Actif circulant | 17 006 482 | 17 006 482 | |
| TOTAL CREANCES | 17 784 264 | 17 008 383 | 775 881 |



4.5 Détail des produits à recevoir

| POSTE | 2023 | 2022 |
|----------------------------------|-------------------|------------------|
| Immobilisations financières | | |
| Tiers & comptes rattachés | 1 007 804 | 662 499 |
| Personnel & comptes rattachés | 17 351 | 23 119 |
| Organismes sociaux | 345 311 | 437 022 |
| Etat - Impôts et taxes | | 264 846 |
| Subventions à recevoir | 11 542 021 | 5 034 132 |
| Produits divers à recevoir | 563 979 | 1 215 405 |
| Disponibilités - Intérêts courus | 633 494 | 694 618 |
| PRODUITS A RECEVOIR | 14 109 960 | 8 331 641 |

4.6 Détail des charges constatées d'avance

| POSTE | 2023 | 2022 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Exploitation | 608 871 | 789 391 |
| Financiers | | |
| Exceptionnel | | |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 608 871 | 789 391 |

4.7 Variation des fonds propres

| POSTE | 2022 | Affectation Résult° N-1 | Affectation Résult° ante | Reclassmt | Autres Mvts | 2023 |
|--|-------------------|----------------------------|-----------------------------|-----------------|------------------|-------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 296 475 | | | | | 296 475 |
| Fonds propres sans droit de reprise | 296 475 | 0 | 0 | 0 | 0 | 296 475 |
| Excédents affectés à l'investissement | 9 836 269 | 804 345 | 702 445 | | -2 080 | 11 340 980 |
| Excédents affectés Couverture BFR | 1 230 281 | | 25 000 | -12 018 | | 1 243 263 |
| Réserve de compensation | 5 843 006 | -94 218 | 447 547 | | | 6 196 335 |
| Autres réserves | 1 976 516 | | 279 757 | | 0 | 2 256 273 |
| Report à nouveau | 7 303 288 | -365 368 | 170 653 | -41 869 | | 7 066 703 |
| Fonds propres sans droit de reprise | 26 189 361 | 344 759 | 1 625 401 | -53 888 | -2 079 | 28 103 554 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 32 543 | | | | | 32 543 |
| Résultats sous contrôle tiers financeurs | 9 656 743 | 2 892 286 | -2 344 412 | | -68 000 | 10 136 617 |
| Dépenses refusées et non opposables | -4 523 705 | -17 271 | 719 008 | | | -3 821 969 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 5 165 580 | 2 875 015 | -1 625 404 | 0 | -68 000 | 6 347 191 |
| Résultat net de l'exercice | 3 219 773 | -3 219 773 | | | 5 312 940 | 5 312 940 |
| Subventions d'investissement s/BNR | 5 805 508 | | | -148 389 | -289 600 | 5 367 519 |
| Provisions pour couverture BFR | 4 125 944 | | | 53 888 | 42 275 | 4 222 106 |
| Amortissements dérogatoires | 0 | | | | | 0 |
| Réserve +/- values cessions d'actifs | 7 483 801 | | | | 479 362 | 7 963 162 |
| Autres provisions réglementées | 0 | | | | | 0 |
| Provisions réglementées | 11 609 744 | 0 | 0 | 53 888 | 521 637 | 12 185 269 |
| FONDS PROPRES | 52 286 443 | 0 | -2 | -148 389 | 5 474 896 | 57 612 948 |

4.8 Report à nouveau

| POSTE | 2022 | Affectation Résult° N-1 | Affectation Résult° ante | Reclassmt | Autres Mvts | 2023 |
|--|------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------|----------------|------------------|
| Report à nouveau débiteur (I10) | 7 303 288 | -365 368 | 170 653 | -41 869 | | 7 066 703 |
| Report à nouveau créditeur (I19) | 0 | | | | | 0 |
| RàN sans droit de reprise | 7 303 288 | -365 368 | 170 653 | -41 869 | 0 | 7 066 703 |
| Résultats sous contrôle tiers financeurs | 9 656 743 | 2 892 286 | -2 344 412 | | -68 000 | 10 136 617 |
| Charges rejetées | -3 910 972 | -0 | 722 945 | | | -3 188 027 |
| Dépenses non opposables - Prov° CP | -251 433 | -17 271 | -24 970 | | | -293 674 |
| Dépenses non opposables - Autres | -361 300 | | 21 033 | | | -340 267 |
| RàN avec droit de reprise | 5 133 038 | 2 875 015 | -1 625 404 | 0 | -68 000 | 6 314 648 |



4.9 Détermination du résultat global

| POSTE | 2023 | 2022 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| RESULTAT | 5 312 940 | 3 219 773 |
| Part sous gestion contrôlée (MS) | 4 992 685 | 3 598 152 |
| Part sous gestion propre | 320 255 | -378 379 |

4.10 Fonds dédiés

| POSTE | 2022 | Dotations | Reprises | Reclassmt | Autres Mvts | 2023 |
|----------------------------|-------------------|------------------|--------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Fonds dédiés Prévention | 9 399 499 | 4 226 659 | -5 641 457 | 136 152 | | 8 120 853 |
| Fonds dédiés Médico-Social | 20 420 265 | 4 791 253 | -5 498 450 | 12 237 | -68 790 | 19 656 515 |
| Fonds dédiés | 29 819 764 | 9 017 913 | -11 139 908 | 148 389 | -68 790 | 27 777 368 |

Pour rappel, ces comptes enregistrent la quote-part des subventions attribuées pour financer des actions engagées avant le 31/12/2023 mais qui ne pourront être achevées qu'ultérieurement.

A noter que dans certains cas particuliers, des fonds dédiés ont été réaffectés, à la demande des tiers financeurs, au poste « subventions d'équipement » ou « Réserves d'investissement » afin de permettre le financement d'investissements. Au compte de résultat, les produits d'exploitation enregistrent le montant net des reprises de fonds dédiés atténuées de ces réaffectations.

4.11 Fonds reportés sur legs

| POSTE | 2022 | Dotations | Reprises | Reclassmt | Autres Mvts | 2023 |
|--------------------------------|----------------|--------------|-----------------|-----------|-------------|----------------|
| Fonds reportés - Legs T. ép L. | 446 403 | 9 320 | -220 000 | | | 235 724 |
| Fonds reportés sur legs | 446 403 | 9 320 | -220 000 | 0 | 0 | 235 724 |

4.12 Tableau des provisions pour risques et charges

| POSTE | 2022 | Dotations | Reprises | Autres Mvts | 2023 |
|---|------------------|------------------|-----------------|-------------|------------------|
| Provisions Indemnité Départ Retraite | 0 | | | | 0 |
| Provisions grosses réparations | 389 124 | | -42 104 | | 347 020 |
| Autres provisions pour risques | 1 154 236 | 425 688 | -251 114 | | 1 328 810 |
| Autres provisions pour charges | 2 286 642 | 736 760 | -292 052 | | 2 731 350 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 3 830 002 | 1 162 448 | -585 270 | 0 | 4 407 180 |

4.12.1 Provisions pour indemnités de retraites (IDR) à payer

Depuis l'exercice 2006, l'ANPAA a décidé de généraliser la constitution de provision IDR pour l'ensemble des salariés présents au 31 décembre, selon la méthode préconisée par la norme IAS-19. Pour les calculs au 31 décembre 2023, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Age de départ à la retraite.....65 ans
- Taux annuel d'évolution des salaires.....1,60 %
- Taux de charges sociales et fiscales.....58,54%
- Taux d'actualisation.....3,25 %
- Table de « turn over »
- Table de mortalité (INED)

La valeur actuelle probable des indemnités de fin de carrière (VAP-IFC) est calculée sur la base des droits que les salariés auront acquis lorsqu'ils auront atteint l'âge de départ en retraite.

La provision est déterminée au 31/12/N sur la base de la VAP-IFC, proportionnellement à l'ancienneté acquise par les salariés à cette date par rapport à l'ancienneté qu'ils auront à l'âge de leur départ en retraite.

Pour rappel, le Conseil d'Administration, par décisions du 12 décembre 2015 et du 15 décembre 2018, avait décidé d'externaliser totalement les provisions pour départ à la retraite sur un contrat d'assurance souscrit auprès d'AXA.

En cas de départ en retraite d'un salarié, il peut être procédé à un rapatriement d'argent depuis le fonds AXA, dans les conditions et limites contractuelles.



Conformément à la procédure mise en place à compter de l'exercice 2019, chaque établissement constate successivement :

- La variation N/N-1 de la provision IDR, selon les modalités comptables en vigueur (dotation en charge d'exploitation, reprise en produit d'exploitation)
- S'il y a lieu de constater un abondement complémentaire au niveau national, la reprise de la variation en produit d'exploitation
- S'il y a lieu de constater un abondement complémentaire au niveau national, la constatation soit de l'abondement complémentaire en charges d'exploitation sur le poste d'assurance, soit la régularisation du surabondement en produits d'exploitation sur le poste de transfert de charges ; au niveau national, ces opérations sont nettes sur le poste d'assurance

Le suivi de la valorisation du fonds est détaillé au paragraphe 6.2.1

4.13 Etat des dettes

| POSTE | TOTAL | < 1 an | > 1 an |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Emprunts auprès etabl. de crédit | 3 166 235 | 123 227 | 3 043 007 |
| Dettes financières diverses | 5 889 | 5 889 | |
| Fournisseurs & comptes rattachés | 5 126 406 | 5 126 406 | |
| Personnel & comptes rattachés | 5 416 495 | 5 416 495 | |
| Organismes sociaux | 6 319 879 | 6 319 879 | |
| Etat - Impôts et taxes | 1 472 007 | 1 472 007 | |
| Dettes sur immobilisations | 2 804 | 2 804 | |
| Autres dettes | 2 110 122 | 2 110 122 | |
| Produits constatés d'avance | 555 123 | 555 123 | |
| TOTAL DETTES | 24 174 960 | 21 131 953 | 3 043 007 |



4.14 Détail des charges à payer

| POSTE | 2023 | 2022 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Emprunts - Intérêts courus | 3 681 | 1 187 |
| Fournisseurs & comptes rattachés | 1 959 373 | 1 963 646 |
| Provisions Congés payés & RTT | 5 091 440 | 4 516 416 |
| Charges sur provisions CP & RTT | 2 692 979 | 2 395 378 |
| Personnel - Autres | 314 866 | 869 129 |
| Organismes sociaux | 764 053 | 1 486 068 |
| Etat - Impôts et taxes | 731 373 | 428 905 |
| Charges diverses à payer | 221 559 | 463 254 |
| CHARGES A PAYER | 11 779 324 | 12 123 982 |

4.15 Détail des produits constatés d'avance

| POSTE | 2023 | 2022 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Exploitation | 555 123 | 793 047 |
| Financiers | | |
| Exceptionnel | | |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 555 123 | 793 047 |

5. Informations relatives au Compte de Résultat

5.1 Détail des produits d'exploitation

| Détail des produits d'exploitation | Médico-Social | Hors-MS | TOTAL |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|
| Ventes, Prestations de service | 921 178 | 3 443 305 | 4 364 482 |
| Dotations globales | 99 121 949 | 40 000 | 99 161 949 |
| Subventions d'exploitation | 1 117 138 | 18 906 271 | 20 023 409 |
| Ressources liées à la générosité du public | | 713 531 | 713 531 |
| Reprise sur amort°, dépr°, transfert chg | 418 307 | 229 439 | 647 746 |
| Utilisation des fonds dédiés | 5 476 200 | 5 663 708 | 11 139 908 |
| Autres produits | 48 146 | 22 967 | 71 113 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 107 102 918 | 29 019 220 | 136 122 138 |

5.2 Détail des financements publics

| Détail des financements publics | Union Européenne | Etat, Assur° Maladie, Sécu | ARS | Collectivités territoriales | Divers | TOTAL |
|---|------------------|----------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|--------------------|
| CSAPA (dont GCSMS) | | | 81 836 860 | | | 81 836 860 |
| CAARUD | | | 2 612 350 | | | 2 612 350 |
| Autre Médico-Social (ACT, Micro-struc°) | | | 3 059 014 | | | 3 059 014 |
| Directions régionales /s CPOM | | | 11 653 725 | | | 11 653 725 |
| Dotations globales | | | 99 161 949 | | | 99 161 949 |
| CSAPA (dont GCSMS) | | 386 759 | 13 860 | 181 422 | 397 510 | 979 552 |
| CAARUD | | 10 565 | | 3 866 | 6 061 | 20 492 |
| Autre Médico-Social (ACT, Micro-struc°) | | 238 620 | | | | 238 620 |
| Directions régionales /s CPOM | 44 812 | 3 728 069 | 12 229 698 | 1 197 674 | 1 584 492 | 18 784 746 |
| Subventions d'exploitation | 44 812 | 4 364 013 | 12 243 559 | 1 382 962 | 1 988 063 | 20 023 409 |
| Auvergne-Rhône-Alpes : 43 | | | 41 588 | | | 41 588 |
| Grand-Est : 88 | | | 10 059 | | | 10 059 |
| Occitanie : 30, 48 | | | 21 644 | | | 21 644 |
| Subventions d'invest° (2023 seult) | | | 73 290 | | | 73 290 |
| FINANCEMENTS PUBLICS | 44 812 | 4 364 013 | 111 478 798 | 1 382 962 | 1 988 063 | 119 258 649 |

5.3 Détail du résultat exceptionnel

| Détail résultat exceptionnel | 2023 | 2022 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Prod° Except° s/OP gestion | 259 614 | 525 489 |
| Produits de cession d'actif | 137 247 | 11 224 |
| QP Subv Invest mise en résultat | 364 970 | 431 633 |
| Reprises s/Provisions réglementées | 86 791 | 598 709 |
| Reprises s/Provisions exceptionnelles | 10 736 | 12 855 |
| Autres produits exceptionnels | 1 212 | 60 857 |
| Produits exceptionnels | 860 569 | 1 640 768 |
| Pénalités, amendes | 19 261 | 3 418 |
| Charges sur exercices antérieurs | 259 292 | 264 091 |
| Autres charges except° s/OP gestion | 475 342 | 101 878 |
| VNC des actifs cédés | 320 580 | 47 549 |
| Dotations s/Provisions réglementées | 557 802 | |
| Autres dotations exceptionnelles | 58 728 | |
| Autres charges exceptionnelles | 30 098 | 144 623 |
| Charges exceptionnelles | 1 721 102 | 561 559 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -860 533 | 1 079 209 |

5.4 Détail de la rubrique « Legs, donations et assurances-vie »

| Détail Legs, donations, assurance-vie | 2023 | 2022 |
|---|----------------|------|
| Montant perçu au titre d'assurances-vie | | |
| Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 | 250 | |
| Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 492 602 | |
| Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 27 399 | |
| Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations | 220 000 | |
| Produits Legs, donations, assurance-vie | 740 250 | |
| Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | |
| Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 17 399 | |
| Report en fonds reportés liés aux legs ou donations | 9 320 | |
| Charges Legs, donations, assurance-vie | 26 719 | |



6. Autres informations

6.1 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'association/fondation a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'Association.

6.2 Engagements hors bilan

6.2.1 Engagements en matière de pensions et retraites du personnel

Au 31/12/2023, les engagements IDR sont intégralement provisionnés externalisés dans les conditions décrites ci-dessus au paragraphe 4.11.1. L'engagement total représente 8 782 817 €.

L'Association a historiquement opté pour la méthode préférentielle, consistant à comptabiliser dans son bilan la provision pour indemnités de départ en retraite. Son calcul repose sur la méthode prospective et sur la base des critères suivants, demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent :

- Age de départ en retraite : 65 ans
- Taux de progression annuel du salaire : 1,60% / an
- Taux moyen de charges (sociales et fiscales) : 58,54 %
- Taux d'actualisation : 3,25%
- Taux de rotation du personnel : nul

La provision ainsi calculée représente 8 782 817 €.

Cette somme a été intégralement externalisée auprès du prestataire Axa, tenant compte, outre de la valorisation à fin 2022 pour 8 433 147 € :

- des intérêts générés sur la période 2023
- des rapatriements sur des salariés partis en retraite sur l'exercice 2023 représentent une diminution du fonds de 565 149 €
- d'un abondement complémentaire de 806 490 € enregistré en charges à payer, devenu effectif début 2024

Au 31 décembre 2023, la valorisation du fonds externalisé, tenant compte des éléments précités, représente 8 782 817 €.



6.2.2 Autres engagements

Source : Informations transmises par les directions régionales et établissements dans les dossiers de consolidation.

| Engagements donnés | Montant |
|--|------------------|
| a) intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit | 3 166 235 |
| - part à moins d'un an | 123 227 |
| - part à plus d'un an et moins de 5 ans | 865 944 |
| - part à plus de cinq ans | 2 177 064 |
| b) engagement de crédit-bail (redevances restant à payer) | 577 532 |
| - crédit-bail mobilier & locations longue durée | 577 532 |
| - crédit-bail immobilier | |
| c) cautions données | |
| Engagements reçus | Montant |
| a) cautions reçues | |
| b) réservations de lits | |

6.3 Effectif

Effectifs présents au 31 décembre N et N-1 :

| Effectifs | 2023 | 2022 | Var. |
|---|--------------|--------------|----------|
| Contrats à durée indéterminée (CDI) | 1 664 | 1 641 | 23 |
| Contrats à durée déterminée (CDD) | 101 | 114 | -13 |
| Contrats aidés (CAE, CAV, CIE, CUI-CAE) | 2 | 2 | |
| Contrats d'apprentissage | 13 | 13 | |
| Contrats de professionnalisation | 2 | 3 | -1 |
| TOTAL EFFECTIFS | 1 782 | 1 773 | 9 |



6.4 Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

La loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif a introduit pour les associations dont le budget est supérieur à 150 000 € et qui reçoivent une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une Collectivité territoriale supérieures à 50 000 € l'obligation de publier dans ses comptes financiers les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Au cours de l'exercice 2023, les trois plus hauts cadres dirigeants ont perçu :

| (en euros) | Rémunérations brutes versées | Avantages en nature |
|-----------------------------|---------------------------------|------------------------|
| Cadres dirigeants bénévoles | Néant | Néant |
| Cadres dirigeants salariés | 259 697 | Néant |